

Infos et Analyses Libertaires



N° 103 - Février, Mars, Avril 2015

1€

Trimestriel de la Coordination des Groupes Anarchistes

LA LUTTE COLLECTIVE

EST UNE NÉCESSITÉ



TRAVAIL

La flexicurité, le capitalisme déguisé en partenariat

p. 4

GRECE

Grèce, un seul vrai dilemme : capitalisme ou révolution sociale !

p. 6

Les groupes locaux de la CGA

Auch (32)

Liaison Auch
écrire au secrétariat

Carcassonne (11)

Groupe de Carcassonne
@ groupe-carcassonne@c-g-a.org

Clermont-Ferrand (63)

Groupe de Clermont-Ferrand
@ clermont-ferrand@c-g-a.org
f 'CGA Clermont-Ferrand'

Comminges (31)

Groupe Nosotros
Ancien collègue
31160 ASPET
@ nosotros1936@yahoo.fr

Haute-Savoie (74)

Groupe de Haute-Savoie
@ groupe-haute-savoie@c-g-a.org

Lille (59)

Groupe de Lille
c/O CCL
4 rue de Colmar
59000 LILLE
@ groupe-lille@c-g-a.org

Lons-le-Saunier (39)

Liaison Lons-le-Saunier
écrire au secrétariat

Lyon (69)

Groupe de Lyon
Librairie La Plume Noire
8 rue Diderot
69001 LYON
Librairie ouverte
le mercredi de 17h à 19h
et le samedi de 15h à 19h
☎ 04 78 72 61 30
@ groupe-lyon@c-g-a.org
🌐 cgalyon.ouvaton.org
📧 @CGALyon1

Mâcon (71)

Groupe de Mâcon
@ groupe-macon@c-g-a.org
f 'CGA - Mâcon'

Montpellier (34)

Groupe Un Autre Futur
20 rue Terral
34 000 MONTPELLIER
Permanences
le samedi de 15h à 19h
@ groupe-uaf@c-g-a.org
f 'Cga Montpellier'

Orléans (45)

Liaison Orléans
écrire au secrétariat

Paris (75)

Groupe de la région parisienne
@ region-parisienne@c-g-a.org
🌐 www.cga-rp.org

Perpignan (66)

Groupe Puig Antich
2, rue Théodore Guiter
Ecrire à : c/o CES,
BP 40 233
66002 PERPIGNAN CEDEX
Permanence tous
les samedis de 15h à 19h
@ antich@wanadoo.fr

Toulouse (31)

Groupe Albert Camus
36 rue de Cugnaux
31300 TOULOUSE
@ groupe-albert-camus@c-g-a.org
🌐 www.cga-toulouse.org

Vaucluse (84)

Groupe Lucy Parsons
@ groupe-lucyparsons84@c-g-a.org

Secrétariat

20 Rue Terral
34 000 MONTPELLIER
secretariat@c-g-a.org

Relations extérieures

2, rue Théodore Guiter
66 000 PERPIGNAN
relationsexterieur@c-g-a.org

Relations internationales

8 rue Diderot
69 001 LYON
relationsinternationales@c-g-a.org

Une nouvelle année commence. Mais cette année, les bonnes résolutions qu'on s'adresse à nous-mêmes et les meilleurs voeux qu'on adresse aux autres ont très vite pris un drôle de tournant. Ça sentait déjà le vieux Zemmour rance dans la façon dont les médias accueillait le nouveau livre de Houellebecq. Ce qui s'est passé le 7 et 9 janvier, à Charlie Hebdo et dans la supérette casher, n'a fait que renforcer la tendance.

Elle a entériné un unanimité social et politique sur l'existence d'un problème musulman, la nécessité de renforcer l'arsenal sécuritaire et de combattre le terrorisme au nom de la liberté. Bon nombre d'opprimé·e·s ont défilé derrière (à leur place donc) des criminels de guerres, des chefs d'État impérialistes et de dictatures. Ces gouvernants se sont refait une vitrine alors qu'ils sont les premier·e·s à réprimer toute contestation de l'ordre social sous divers prétextes fallacieux. Pour ne citer que les exemples les plus récents, le procès des deux Saïd (Bouamama et Saïdou de ZEP pour leur livre "Nique la France !") à Paris, les coups de fouets à Raïf Badawi en Arabie Saoudite ou encore l'opération "antiterroriste" Pandora en Espagne sont autant de manifestations du peu de scrupules qu'ont les États et les bourgeoisies à piétiner la liberté d'expression dès qu'elle les ennuie.

Leur union (inter)nationale n'est donc clairement pas la nôtre. Elle est celle des gouvernants, des patrons, des "tyrans qui sont cause des guerres [et qui] n'en meurent jamais"... Nous ne nions pas qu'elle a pu être relayée par des mouvements populaires spontanés mais nous sommes convaincu·e·s qu'elle n'a pas d'autre fin que l'accélération de l'aggravation de nos conditions de vie, la généralisation de la précarité et la mise sous scellé sécurisé de toutes les formes de résistances existantes. Elle viendra justifier le recours à de nouvelles lois sécuritaires qui ne sécurisent que

l'État, à une prétendue flexisécurité qui n'est sûre que pour les patrons et à un fascisme qui se banalise jour après jour.

Jusque dans nos milieux, libertaires et/ou militants, des individus ou des groupes se permettent maintenant de cracher à la gueule des opprimé·e·s sous prétexte de liberté et d'impertinence. Les lignes de fracture se font et se défont au gré des évènements, comme si nous n'avions pas de principes communs, de base politique qui nous unissaient auparavant. Le temps est à la confusion et cela profite indéniablement aux idées les plus réactionnaires, notamment à toutes les formes de racisme et de repli sur soi.

En Grèce, le peuple mènera vraisemblablement le parti de gauche non-libérale (ça se fait rare) Syriza au pouvoir. Mais soyons clair·e·s : ce ne sont pas les urnes qui changeront quelque chose à notre situation, ni là-bas, ni ici ni nulle part ailleurs. Si nous sommes attentives et attentifs aux élans populaires, ce n'est pas parce qu'ils sont susceptibles de changer la tête ou la couleur des drapeaux des dirigeants mais bien parce que nos luttes portent en elles les germes d'une autre société. C'est celle-ci que nous essayons de penser et de diffuser, que ce soit dans les expériences des ZADs, dans les luttes contre la rénovation urbaine et la chasse aux pauvres qu'elle institue, dans la défense du droit à la digne existence de tou·te·s, quelque soient nos couleurs de peau, nos croyances, nos cultures, nos sexes, nos désirs, nos âges, nos pratiques... Et pour se faire, il nous faut nous organiser : nous organiser pour réfléchir ensemble, nous organiser pour résister, nous organiser pour gagner !

SOMMAIRE

CONTACTS

p. 2

Les groupes locaux de la CGA

TRAVAIL

p. 4

La flexicurité, le capitalisme déguisé en partenariat

GRECE

p. 6

Grèce, un seul vrai dilemme : capitalisme ou révolution sociale !

ECOLOGIE

p. 8

Grands projets inutiles et imposés : le barrage de Sivens

LUTTES SOCIALES

p. 10

Pourquoi lutter ? À quoi bon ? De la nécessité de s'organiser et lutter collectivement

ANTIFASCISME

p. 12

Le confusionnisme, un danger pour les luttes

ANARCHISME

p. 14

Les nouveaux visages de la réaction : « anticonformisme » et « libéralisme » en milieu alternatif

C'est de tout cela, de guerre aux pauvres et de résistance, d'oppression et de libération, que parle ce nouveau numéro d'IAL... Alors bonne lecture !

ABONNEZ-VOUS !

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent ? Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes ?

- **Abonnement découverte** 1 numéro gratuit
- **Abonnement individuel** 4 numéros - 8 €/an (ou plus si soutien)
- **Abonnement de diffusion** 4 exemplaires par numéro - 20 €/an

Chèque et coordonnées complètes à envoyer à cette adresse :
CGA cc La Plume Noire, 8 rue Diderot, 69001 LYON



Infos et Analyses Libertaires

Journal de la Coordination des
Groupes Anarchistes

Directeur de la publication :
Edward Sarboni

Rédaction et administration :
C.E.S. BP 40 233
66002 Perpignan cedex
ISSN 07514530

Dépot légal 1^{er} trimestre
2015
N° 103

Impression: Scopie, Toulouse

La flexicurité, le capitalisme déguisé en partenariat

Heux comme un patron au Danemark. À en croire d'étranges classements publiés chaque année, les Danois seraient le peuple le plus heureux au monde. Et la source de ce bonheur national serait un néologisme barbare sonnante comme un incantation magique aux oreilles des socio-libéraux, la flexicurité (ou flexisécurité). L'Union Européenne en a fait dès le Sommet de Lisbonne en 2000 le « levier majeur de sa stratégie », pointant sept ans plus tard la nécessité de « définir des principes communs de flexicurité ». En France, c'est pour aboutir à une « flexicurité à la française » que fut finalisé en 2013 l'Accord National Interprofessionnel (ANI), accord qui marquait pour l'encore présidente du Medef, Laurence Parisot, « un événement dans l'histoire économique et sociale de notre pays. Premièrement, parce que cette loi installe enfin la flexisécurité du marché du travail. » Plus récemment, en visite au Danemark en novembre 2014, le premier ministre Manuel Valls voyait dans le système social local une « source d'inspiration ». Mais quels sont alors les ressorts de ce modèle présenté comme le nouvel horizon ?

Selon ses défenseurs, la flexicurité (*flexicurity* en VO) serait l'alliage parfait de flexibilité pour les entreprises et de sécurité pour les salarié-e-s. D'un côté, le droit du travail est à peine réglementé, accordant aux entreprises une souplesse qui permettrait de favoriser les embauches et d'assurer le plein emploi. De l'autre, les salarié-e-s bénéficieraient d'une assurance chômage très protectrice. Bref, comme on dit en novlangue, un partenariat gagnant-gagnant. Reste que, même en évacuant la question du salariat pour tou-te-s comme idéal à atteindre, l'analyse du laboratoire danois de la flexicurité, on s'en doute, ne tient pas ses promesses.

Côté flexibilité, rien à redire. Au Danemark, la

loi ne fixe pas de durée du temps de travail. Si, dans les faits, celle-ci s'établit à 37 heures par semaine dans la plupart des conventions collectives, rien n'oblige une entreprise à adhérer à une convention collective. Pas non plus de salaire minimum ni de modèle de contrat de travail, les négociations se font entre employeur et syndicats. L'âge légal de départ à la retraite a été récemment repoussé à 67 ans.

— — —
« l'analyse du laboratoire danois de la flexicurité, on s'en doute, ne tient pas ses promesses »
 — — —

Pas non plus de garantie du droit de grève : elle est interdite pour les fonctionnaires et fortement entravée pour les salarié-e-s du privé. Les grèves ne peuvent avoir lieu que dans le cadre de la négociation d'une nouvelle convention collective. Elles doivent respecter une « obligation de paix sociale », être votées par 75 % d'une AG jugée compétente, faire l'objet d'un préavis 14 jours avant leur déclenchement, etc. Les grèves ponctuelles, perlées, du zèle sont interdites. Bref, au Danemark, on fait rarement grève.

Enfin, la procédure de licenciement est très peu contraignante. Il suffit pour le patron d'arguer d'un « manque de compétences » du/de la salarié-e ou de difficultés économiques de l'entreprise. L'employeur n'a pas à verser d'indemnités, sauf à partir de 12 ans d'ancienneté (1 mois de salaire en indemnités). Et encore, cette règle ne s'applique pas aux « cols bleus », aux ouvriers donc. Au chômage, un-e travailleur-se touche 60 % de son salaire pendant 2 ans maximum, sans dégressivité (contre 90 % sur 3 ans jusqu'en 2010). Encore faut-il pour cela qu'il/elle ait cotisé à l'assurance chômage, l'affiliation à une caisse étant facultative. En parallèle, le contrôle des chômeur-se-s est très strict et assorti d'une foule d'obligations : aller aux rendez-vous de l'agence pour l'emploi, rencontrer au moins 4 employeurs par semaine, suivre une formation, accepter de changer de métier et même de région... En langage flexicuritaire, on parle d'« activation du demandeur d'emploi ». Les caisses d'assurances

chômages sont des organismes privés agréés par l'État et proches des syndicats. Elles sont financées par les impôts et par les cotisations des travailleur-se-s. Les employeurs, eux, ne cotisent pas. D'ailleurs, ils ne cotisent pour presque rien (12 % de la rémunération du/de la salarié-e - principalement une cotisation retraite -, contre 41 % en France). Quant à l'impôt sur les sociétés, il se situe dans la moyenne basse des pays riches, à 22 % (33 % en France, 39 % aux États-Unis).

Ainsi, on le voit, l'organisation du marché du travail danois est uniquement d'inspiration libérale. Elle repose sur la mystification d'un rapport d'égal à égal entre le travailleur et le patron, comme si la relation de subordination du premier au second relevait d'un choix librement consenti, alors que l'absence de contrainte légale place l'employeur en position de toute puissance. Par les restrictions au droit de grève, elle interdit la revendication collective. Par l'absence de droits universels au profit de la seule hypothétique cogestion par branche ou entreprise, elle entrave la prise de conscience collective d'un intérêt de classe, personne n'étant logé à la même enseigne. Et elle précipite dans la précarité et l'isolement celles et ceux travaillant dans des déserts syndicaux. Elle organise la captation par les possédants d'une part toujours plus importante de la richesse née de la production, puisqu'elle limite la part redistribuée aux travailleur-se-s au seul salaire direct. Le salaire différé/socialisé, cette part de la rémunération que le patron ne verse pas directement au travailleur mais aux caisses d'assurance sociale, et qui est ensuite redistribuée à tou-te-s sous forme d'assurance chômage, santé, etc n'existe pas. De fait, la rémunération globale des travailleur-se-s est alors d'autant plus faible. La flexicurité exonère même le capital de toute responsabilité sur les conséquences sociales de ses choix productifs ou de rentabilité, puisqu'il ne cotise pas à l'assurance chômage et que marginalement à la protection sociale. Pire, alors que la flexicurité organise la précarité de l'emploi, ce sont les travailleurs-ses qui sont pointé-e-s comme responsables de leur situation de chômage, et sommé-e-s de s'adapter aux besoins du capital. Flexibilité oui, sécurité, non.

Dans ces conditions, on pourrait s'étonner



que le Danemark ne vive pas une situation de chaos social.

Si le système fonctionne c'est que, longtemps, il a tenu une de ses promesses, celle du quasi plein emploi. Pourtant, si plein emploi il y a eu, ce n'est pas grâce à la flexibilité, c'est même plutôt contre elle.

Le Danemark vit principalement de ses exportations. En période de croissance mondiale, l'économie se portait donc bien. Puis il y eut la crise de 2008-2009, les exportations se sont écroulées, le chômage a grimpé... deux fois plus vite que chez les pays voisins, et pour cause. Les salarié·e·s étant moins protégé·e·s qu'ailleurs en Europe, ils/elles se sont fait virer plus vite ! Depuis, le taux de chômage est retombé (autour de 5 %). Sauf que, entre temps, les règles d'indemnisation ont été durcies. De l'aveu même d'un banquier danois, si le chômage diminue, c'est de « façon artificielle, par la réduction des périodes de prestations ». Statistiquement, si beaucoup de demandeurs·ses d'emploi ont été rayé·e·s de la case chômage, ils/elles n'ont pas été aussi nombreux·ses à retrouver un travail.

Au-delà de la question du chômage, le pilier qui assure le mieux la pérennité du système, c'est la couverture sociale assez étendue prodiguée par l'État : gratuité des soins et crèches, bourses versées à tous les étudiants, etc. 34 % du PIB est consacré à la protection sociale (contre une moyenne de 29 % pour l'ensemble de l'Union Européenne). Et c'est là le coup de génie de la flexicurité, faire croire aux Danois·es que leur système est solidaire et redistributeur. Ce qu'il n'est pas.

Puisque les entreprises paient peu d'impôts, puisqu'elles ne cotisent pas à un salaire différé/socialisé qui n'existe pas, puisque le capital n'est quasiment pas taxé, qui paie pour les dépenses sociales ? Et bien, tous les autres. Les travailleur·se·s, les classes moyennes et populaires, les précaires, les pauvres, les étudiant·e·s. Tou·te·s, aussi faible soit leur revenu, paient a minima un impôt de base de 4,64 %, qui augmente ensuite en fonction des revenus. A celui-ci s'ajoute une contribution de 8 % ponctionnée sur tous les revenus : sur les salaires, mais aussi les pensions de retraite et même les bourses d'étude. Suivent une foule de taxes (pour l'assurance vieillesse et la santé par exemple) et enfin l'impôt injuste par excellence, la TVA, parmi les plus élevées au monde (25 %). Puisque l'impôt est fort, les riches pourraient craindre de payer beaucoup. Pas de panique, s'il y a tout de même un taux majoré pour les très hauts revenus, l'État a pris garde à limiter le taux d'imposition global à 51 % des revenus.

En proportion, ce sont donc les pauvres qui contribuent le plus à la redistribution, donnant plus que les riches pour des soins ou des crèches présentés comme gratuits (et qui sont aussi « gratuits » pour ces mêmes riches). Dernier coup de bluff, les pauvres ne s'en plaignent pas puisqu'ils ne s'en rendent pas compte, tous les impôts étant prélevés à la source.

En finançant la protection sociale par l'impôt plutôt que par la cotisation sur la production, le système danois dépossède les travailleur·se·s d'une potentielle gestion collective de la solidarité pour donner tout pouvoir à l'État. Il

institutionnalise le déséquilibre dans la contribution entre les riches et les autres, les taxes et impôts indirects type TVA frappant tout le monde du même montant quel que soit le revenu. Enfin, il fragilise la protection sociale, soumise aux aléas des « alternances », des « crises »... L'État peut, de son propre chef, supprimer du jour au lendemain une prestation. Au Danemark, les populations immigrées ont les premières subies, ces dernières années, des coupes immédiates dans leur couverture sociale.

Si la flexicurité est d'abord un système spécifiquement danois, ses fondements pratiques et idéologiques séduisent les classes dominantes ailleurs en Europe, qui y puisent une méthode et un argumentaire pour s'arroger une part toujours plus importante de la richesse produite. Présenté sous un jour favorable (le bonheur, le plein emploi, la protection sociale, l'absence de conflits sociaux) par les politiciens et les grands médias, ce « donnant-donnant » se fait peu à peu une place, ici, en France, générant de nouveaux reculs sociaux. Petit à petit, les possédants s'approprient de nouveaux pans de richesse jusque là redistribuée aux travailleurs·ses en adaptant au système français deux outils centraux de la flexicurité : le démantèlement du droit du travail et le transfert du financement de l'assurance sociale de la production vers l'impôt. Déjà, on simplifie les procédures de licenciement, on glisse d'un droit du travail universel vers des négociations branche par branche voire boîte par boîte, on augmente la TVA, on exonère les entreprises de leurs cotisations sur les bas salaires pour basculer la « redistribution » sur les finances de l'État...

ROMAIN,
GRUPE DE MONTPELLIER

Grèce, un seul vrai dilemme : capitalisme ou révolution sociale !

Alors que nous bouclons ce journal, la Grèce s'apprête à faire entrer le parti Syriza (à peu près l'équivalent du Front de Gauche en France) dans... le cercle infernal des autoritaires qui gouvernent. Pour nous, loin de résoudre les problèmes des travailleuses et travailleurs grec-que-s, l'élection de Syriza aux législatives ne fait que renforcer l'illusion qu'un changement est possible par les urnes.

Quand bien même Syriza parvenait à former une coalition lui permettant de gouverner le pays, ce parti se retrouvera dans tous les cas à jongler pour conserver les faveurs des franges les plus modérées de cette coalition, sera confronté à la dictature de la Troïka pour bloquer toute réforme pouvant aller dans un bon sens et n'osera jamais rompre avec les racines du problème grec : au-delà de la dette, le capitalisme et l'exploitation de la majorité par une minorité.

LE CALME AVANT UNE NOUVELLE TEMPÊTE ?

Depuis 2012 et la montée fulgurante de Syriza, le mouvement social est quasiment réduit au mutisme, tout le monde espérant voir quelque chose arriver quand ce parti sera au pouvoir. Un très fort attentisme se ressent dans les villes d'Athènes et de Thessalonique, alors même que nous nous étions habitué-e-s à les voir pleines de barricades, de manifestant-e-s harcelant les lignes policières, de joie et d'expérimentations. Même certaines franges du mouvement anti-autoritaire grec s'étaient demandées en juin 2012 si une campagne contre le vote était judicieuse et quelques camarades sont allé-e-s donner leur voix à la gauche électoraliste. Mais il semble qu'ils/elles en soient revenu-e-s : il n'y a pas grand-chose à attendre de ce parti mais il y a beaucoup à construire

pour rebondir une fois les promesses enterrées et l'illusion électorale passée. Tout le monde est sur le qui-vive et les langues sont bien pendues, non pas pour le 25 janvier et le champagne de gauche qui va couler mais pour l'alcool des cocktails Molotov dans les mois qui doivent suivre.

Non, nos espoirs en Grèce ne reposent définitivement pas sur les épaules des électoralistes de gauche qui détruiront comme toujours les aspirations au changement des classes populaires, mais sur les nombreux réseaux d'entraide, de solidarité et de résistance qui se sont formés un peu partout en Grèce depuis le début de la crise. Nous mettons nos espoirs sur le dynamisme et la force des groupements révolutionnaires et en particulier sur les actions de nos camarades anarchistes. La récente mobilisation pour soutenir les prisonniers anarchistes en grève de la faim (Nikos Romanos notamment) l'a montré : le mouvement anarchiste est en mesure de mettre les gens dans la rue et de faire plier les gouvernants. Ce n'est que par un

sursaut populaire après l'élection à venir de Syriza, par des manifestations de rue comme celles de décembre 2008, qui uniront les forces anarchistes au reste des exploité-e-s, que nous pouvons voir venir le changement en Grèce et, par ricochets, dans le reste de l'Union Européenne.

Nous sommes et serons donc particulièrement attentives et attentifs à la situation politique et sociale de ce pays pour ces raisons. Nous relayons ici un tract de nos camarades de Patras, 3ème ville du pays, qui nous semble juste dans la situation sur place.

GUILLAUME (RP) ET GIORGOS (MONTPELLIER)



*L'illusion ce n'est pas de lutter pour gagner
l'illusion c'est d'attendre le changement à travers les urnes.*

Peu importe le visage du Pouvoir, il est là pour "décompresser" la rage sociale.

Contre le cirque électoral, on met en place des institutions auto-organisées.

Contre toute forme de Pouvoir, contre les faux dilemmes de la démocratie nous suivons le chemin de l'émancipation sociale.

Face au dilemme :
Capitalisme totalitaire ou capitalisme a visage humain...
JE NE VOTE PAS.

« Parce que je veux vivre libre maintenant. Et cette liberté qui est la mienne, il est impossible qu'elle me soit accordée par aucun de ces opportunistes rusés qui n'arrêtent pas de dire : "nous décidons et nous commandons". C'est pour cette raison que "je décide et commande" moi aussi, mais pour moi-même. Je leur impose la liberté à travers ma forme d'organisation, celle-ci étant dénuée de méchanceté et de vice. J'ai la conviction que si tous les ouvriers réfléchissent ainsi et aboutissent à la même conclusion que moi, nous ne tarderons pas à goûter aux bons plaisirs et aux résultats fructueux de nos formes d'organisations libres et débarrassées de toute la pourriture politicienne. »

Stavros Kouhtsoglou, *journal "Défense", n° 210*, le 2 Novembre 1920.

Les élections en tant qu'institution ont été créées justement pour servir le système bourgeois et ses propres intérêts. A travers un processus de participation soi-disant égalitaire entre les riches et les pauvres, on répond à la question de savoir qui sera l'honteuse minorité à qui reviendra la gestion politique de l'État, le privilège de diriger l'énorme majorité sociale et d'assurer par la même les intérêts d'Etat et ceux des exploiters légaux de la base sociale (les patrons) ? Pour le dire rapidement, la gestion de la production, du travail, de l'éducation, de la santé et de toutes les activités qui constituent ce que nous appelons la vie sociale, passe dans les mains d'une élite qui limite, façonne, légitime et délégitime à sa guise les conditions de fonctionnement de l'ensemble de la société, sans que celle-ci n'ait voix au chapitre.

Dans la situation sociale et politique actuelle, les élections sont comme une soupape de décompression pour un système politique et économique déjà en faillite, qui tente de prolonger sa fin de vie en s'attendant à l'élaboration de traités de paix sociale.

D'une part, c'est l'occasion de restructurer le bloc de droite-fasciste qui domine le pays depuis ces dernières années et qui a établi des conditions de véritable misère, de soumission et de répression pour la grande majorité de la société ; c'est l'occasion de la réapparition de ce bloc d'ici quelques années afin d'appliquer des méthodes de gestion encore plus totalitaires, anéantissant ainsi ce qui n'a pas encore été ruiné.

D'autre part, c'est l'occasion pour la gauche réformiste et institutionnelle de capitaliser sur les luttes des années précédentes. Celle-ci entrave le développement d'un mouvement social et de classe combatif, en élaborant les conditions de la paix sociale et de classe, en retirant tout le sens du mot auto-organisation et en faisant la promotion de l'interclassisme. En réalité, à travers une proposition de gestion alternative de la crise capitaliste, on tente de trouver une nouvelle façon de poursuivre l'attaque capitaliste, avec le moins de chocs possible. Cependant, il s'agit d'une proposition qui, tôt ou tard, est vouée à l'échec. Car, de nos jours, la crise est si profonde que ni le retour au modèle de l'État-providence des décennies précédentes, ni l'aménagement de l'attaque globale capitaliste est possible.

Dans ce contexte, en ce qui concerne la société et ses propres résistances, il n'y a que deux options :

- d'abord, il y a l'option de l'attente face au nouvel environnement politique qui est en train de se construire. Cela se traduirait par la désorganisation, le repli et le recul du mouvement social et de classe, et aurait des conséquences imprévisibles quant à sa capacité de restructuration et d'offensive ;

- deuxièmement, il y a la possibilité de poursuivre l'intensification et l'élargissement des luttes sociales et de classe, sans illusions sur l'humanisation de ce système qui génère la pauvreté et la mort, loin des "sauveteurs" et des gestionnaires de la rage sociale. Il y a le choix de l'auto-organisation sociale, de la prise de conscience du fait que, à part nous mêmes, personne ne peut lutter pour défendre nos intérêts. Il y a la tentative de connexion et de radicalisation des luttes "d'en bas" en vue de construire un projet plus cohérent qui viserait au renversement total du système existant et qui chercherait à mettre en œuvre le processus complexe et permanent de la transformation sociale et de la révolution sociale.

Alors que ce processus est stigmatisé par ses ennemis comme utopique, en vérité il s'agit de la seule proposition réaliste quant à l'organisation et gestion de la ville, de la commune, du travail et de la vie publique par la société même et par ses propres institutions. Ceci à travers la création de structures horizontales, collectives et anti-hiérarchiques, comme des conseils ouvriers, des assemblées populaires et des communes libertaires qui promeuvent sans cesse l'émancipation sociale, la création de rapports de solidarité et d'entraide, la vie en collectivité et qui seront nourris par la révolution autant qu'ils la nourriront en la renforçant et en la faisant évoluer.

Contre la barbarie du capitalisme et de l'État qui ne peuvent promettre que la perpétuation de l'exploitation et de l'oppression. Contre la soumission, la misère, le cannibalisme et la fascisation sociale imposés par les dirigeants, le seul espoir aujourd'hui est de suivre le chemin de la lutte, de l'auto-organisation et de la solidarité, sans illusions sur l'aménagement du système actuel. La seule issue est l'organisation sociale, politique et de classe, le renforcement et l'amélioration des luttes horizontales, radicales et collectives dans les quartiers, dans les lieux de travail, dans les écoles et les facultés, dans la rue. L'unique perspective d'émancipation est la lutte pour la révolution sociale, afin de créer une société d'égalité, de solidarité, de justice et de liberté.

NOUS VOTONS LA COLLECTIVISATION, LA RESISTANCE, L'AUTO-ORGANISATION !
POUR LA REVOLUTION SOCIALE, LE COMMUNISME ET L'ANARCHIE !

AG d'anarchistes pour la riposte sociale et de classe.

Patras, janvier 2015 | saktapatra.wordpress.com

Grands projets inutiles et imposés : le barrage de Sivens



Un peu partout en France, les grandes entreprises tentent de bétonner chaque jour un peu plus notre environnement, dans la simple perspective d'intérêts privés. Pourtant quelque un·e·s se dressent contre leurs profits destructeurs, subissant les violences de l'État policier et répressif.

LE PROJET DU BARRAGE DE SIVENS

Depuis 1989 le projet d'un barrage dans la forêt de Sivens fait débat. Rangé dans les cartons, puis ressorti en 2007 devant la nécessité d'irrigation des cultures intensives, l'eau de ce barrage est en effet destinée à 70 % pour l'irrigation du maïs d'une vingtaine de fermes aux pratiques agricoles peu respectueuses de l'environnement, et à 30 % pour le soutien d'étiage, c'est-à-dire la dilution des polluants. Le projet rencontre de nombreuses contestations car il faut dire que le site choisi n'est pas non plus anodin : une zone humide, la dernière d'importance du Tarn. C'est (c'était) 12 hectares d'une magnifique forêt, traversé par le Tescou, abritant 94 espèces protégées.

Mais quels sont les intérêts de la sauvegarde d'une zone humide ? Elles ont la capacité de stocker et de restituer d'importantes quantités d'eau. Elles contribuent aussi à l'atténuation des crues, préviennent des inondations et participent au ralentissement du changement climatique. Mais se sont aussi les zones les plus riches en espèces terrestres et marines. Représentant 3 % du territoire Français, elles contiennent un tiers des espèces végétales menacées ainsi que la moitié des oiseaux dans le même cas. Au cours du XX^{ème} siècle c'est 67 % d'entre elles qui ont disparues.

Pour la destruction de celle de Sivens on peut désormais remercier la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG), entreprise semi-publique gérée par des élus, qui se vantent de ses « dispositifs de protection » des milieux humides. C'est cette dernière qui a participé à l'étude recommandant la construction du barrage, puis voté en sa faveur, accordé son financement, et enfin dirigé la réalisation du projet. Alors en difficulté économique, la CACG maintient son projet malgré les nouvelles normes écologiques plus strictes qui rendent le barrage inutile. Étant payé au pourcentage, plus les travaux coûtent cher, plus elle est gagnante. Avec un coût de 10 millions d'euros d'argent public, la CACG s'en met à coup sûr plein les poches. Le débat est inexistant entre les

principaux promoteurs, comme Mr Carcenac, président du conseil général du Tarn et les opposant·e·s. C'est une réelle négation de la « démocratie ».

ZAD ET RÉSISTANCE

L'entreprise n'avait que jusqu'au 31 mars 2014 pour commencer les travaux de déboisement, mais grâce à l'occupation de ceux que l'on appelle ZADistes, le début du chantier a pu être retardé. Les travaux ont commencés en septembre 2014. La forêt avait gagné 6 mois de vie supplémentaire. En attendant, la ZAD (Zone À Défendre) s'organise : constructions de cabanes, de barricades, de lieux de vies et plantation d'un potager. Mais le 16 mai, les CRS expulsent les habitant·e·s de la forêt. En quelques heures est détruit ce qui avait mit des mois à être construit. Malgré cela, la détermination des résistant·e·s n'est pas vaincue, et un appel à mobilisation est lancé en Août.

Alors que le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie demande un rapport d'évaluation du projet en septembre 2014, le 1^{er} du même mois, les bulldozers débarquent dans la forêt de Sivens, accompagnés des gendarmes mobiles et autres CRS. Les résistant·e·s tentent malgré tout de s'opposer aux déboisements. Au fil des jours, la déforestation continue et la

contestation est réprimée par la force. On ne compte plus les cas de violences policières : tirs de flash-ball dans le torse, gazage d'opposant·e·s pacifistes, matraquage de résistant·e·s en grève de la faim, lancers de grenades sur des militant·e·s, arrestations sans motif, destruction par le feu des affaires personnelles, vitres de voitures brisées, pneus crevés, provocations, insultes, humiliations...

Alors que la forêt est rasée, une manifestation est organisée sur la ZAD pour « *enraciner la résistance* » tout le long du week-end du 25 et 26 Octobre 2014. Mais alors que la mobilisation est pacifiste, la présence inutile des forces de l'ordre qui n'avaient rien à défendre hormis chiottes et compresseurs, suscite des tensions entre manifestant·e·s et gendarmes mobiles. Vers le milieu d'après-midi les affrontements éclatent, et tournent aux lancers de pierres contre lancers de lacrymogènes et de grenades.

APRÈS LES ARBRES, ILS ABATTENT LES HOMMES.

L'affrontement se continue tard jusque dans la nuit, où les forces de l'ordre, apparemment avides d'en découdre ont lancé pas moins de 400 grenades. L'une d'elle tuera un jeune manifestant : Rémy, 21 ans, étudiant en botanique. Les deux jours qui ont suivi ce drame ont été marqués par des manifestations à sa mémoire sur Gaillac et Albi, mais qui à cause de la présence volontairement provocatrice des CRS ont données lieu à de nouveaux affrontements. Mr Carcenac,



dans son infinie sagesse a déclaré que « Mourir pour des idées, c'est une chose, mais c'est quand même relativement stupide et bête. » Depuis la nuit du meurtre, il n'y a plus de présence policière sur le site.

VIE SUR LA ZAD

Le maître mot du campement est : autogestion. Chacun·e fait sa vaisselle, range ce dont il/elle s'est servi·e. Personne ne donne d'ordre ni ne passe derrière pour ranger, se qui nécessite une réelle organisation des habitant·e·s. La ZAD se décompose en plusieurs « campements » dont chacun s'occupe de sa propre gestion. Les stocks de nourritures se trouvent à la métairie en libre accès pour tou·te·s, régulièrement et généreusement alimentés par des dons aux alentours par des agriculteurs et agricultrices solidaires du mouvement, en attendant que le potager porte ses fruits et que la ZAD deviennent complètement autonome. Pour se qui est de l'hygiène, toilettes sèches et douches improvisées à l'aide de palettes et de bâches font

l'affaire.

S'il est clair que tout est loin d'être parfait et que beaucoup de progrès sont encore à faire, cela reste malgré tout un lieu d'expérimentation et d'organisation d'une autre société, qui se place résolument contre le capitalisme et ses ravages.

GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS

Le projet du barrage de Sivens n'est pas le seul grand projet inutile et imposé. Si celui de l'aéroport sur le site de Notre-Dame-des-Landes est bien connu, d'autres méritent d'être présentés. Ferme-usine aux milles vaches, stade, village de vacances, centre commercial, hyper incinérateur et ligne à moyenne vitesse sont les grands projets inutiles et imposés au peuple, aux conséquences écologiques, socio-économiques et humaines désastreuses. Partout, la motivation des investisseurs est la même : le profit ! On retrouve d'ailleurs souvent l'entreprise Vinci, derrière ces projets écocides. Pourtant la résistance s'organise, et un peu partout en France des ZAD fleurissent.

DAMIEN (GROUPE UAF MONTPELLIER)



Pourquoi lutter? À quoi bon? De la nécessité de s'organiser et lutter collectivement

L'époque est au chacun pour soi et au « tou-te-s contre tou-te-s ». La propagande des dominants nous pousse aux replis individuels, en nous faisant croire qu'il est impossible de changer les choses ensemble, que les seules possibilités de changement sont minimes voir même impossibles, que seul leur avenir est possible. On nous présente l'ordre actuel du monde comme un horizon indépassable, quand on ne nous explique pas que la dégradation de nos conditions de vie est inéluctable.

Certain·e·s d'entre nous cèdent au découragement et à la résignation, « le monde est comme il est et il le restera » nous dit-t-on, « c'est comme ça, c'est dans l'ordre des choses » Dans notre entourage, les collègues, les voisins, nombreux et nombreuses sont celles qui cèdent au découragement, après avoir parfois passé des années à lutter, à se battre pour défendre leurs intérêts, leur liberté, faire reculer l'oppression.

Pour d'autres, l'idée de la lutte collective ne leur est jamais apparu comme une possibilité qu'ils pouvaient mettre en œuvre, convaincu par le discours dominant, découragé·e·s devant les difficultés que pose la lutte ou devant le risque de répression.

Le recul du mouvement ouvrier, et plus largement des luttes populaires, de l'idée de solidarité, les échecs des mouvements sociaux ont puisement contribué à renforcer cette tendance.

Pourtant, il faut affirmer et répéter cette évidence : "Le chacun pour soi, c'est tout le monde dans la merde".

Tout le monde, à l'exception des classes dominantes.

Nous avons besoin de la solidarité collective pour nous en sortir : c'est parce que les êtres humains se sont regroupé dans l'histoire qu'ils et elles



ont réussi à faire face aux difficultés de l'existence. C'est en se regroupant qu'ils ont pu faire face aux classes dominantes et faire reculer l'exploitation, faire progresser leur existence, voir même celle de l'humanité toute entière...

DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS ENSEMBLE !

En tant qu'exploité·e·s, la lutte collective est un moyen de défendre nos intérêts, parce qu'elle crée du rapport de force face aux exploiters. Elle nous permet de faire progresser nos conditions de vies, ou tout au moins d'éviter ou de ralentir leur dégradation, parce qu'elle nous donne les moyens d'arracher aux exploiters un peu de ce qu'ils nous volent, de contester leur pouvoir et de reprendre ainsi du pouvoir sur nos vies. La force collective nous permet d'améliorer nos conditions individuelles sans que cela se fasse au détriment des autres exploité·e·s et dominé·e·s, comme c'est le cas dans les stratégies purement individuelles, la force qui en résulte n'est pas l'addition de nos forces individuelles mais bien plus ce qui rend nos améliorations de conditions de vie plus facile à gagner

Elle nous fait prendre conscience de notre force collective, de ce qu'est capable l'humain dans sa recherche de la justice, de l'égalité, que la force qui en résulte n'est pas l'addition de nos forces individuelles. Cette même force collective qui décuple nos forces et rend tout possible.

Elle nous permet aussi de prendre conscience de notre force, et de mettre à nu les mécanismes de domination, en brisant par la même les logiques de culpabilisation individuelles de l'idéologie dominantes qui renvoie à chacun·e d'entre nous la prétendue responsabilité de notre situation, en masquant ainsi le rôle des rapports sociaux induits par le capitalisme, l'état, le système de domination raciste et le patriarcat et plus globalement par les rapports sociaux hiérarchiques.

DÉFENDRE NOTRE DIGNITÉ

Mais la lutte collective est avant tout un moyen de défendre notre dignité. Car même si parfois nous perdons, faute d'un rapport de force suffisant, nous marquons

notre refus d'accepter notre situation d'asservissement. Défendre notre dignité, c'est un premier pas pour nous réapproprier notre vie. La lutte collective, qui ajoute à l'addition du refus individuel la force collective, l'action concertée, nous permet de rendre des coups aux exploités, de briser la spirale fataliste qui voudrait faire de nous des spectatrices et des spectateurs de nos vies.

Cette spirale, c'est celle de l'aliénation que produit le système hiérarchique et l'ensemble des systèmes de dominations qui se fondent sur ce principe, qui nous déposent de notre vie, de nos pensées, pour nous imposer une vie et un mode de pensée, conforme à l'idéologie dominante.

Cette question de la dignité est fondamentale, parce que la dignité est la ressource qui nous permet d'affronter un rapport de force défavorable. Elle peut parfois se réfugier dans des détails anodins en période d'oppression généralisée. C'est cette lutte pour la dignité qui a permis à tant d'êtres humains de cracher à la gueule du bourreau, à deux pas de l'échafaud ou au seuil de la mort dans l'enceinte d'un camp de concentration et d'extermination, qui représente la flamme de la résistance à la déshumanisation, à la négation brutale des individus concrets.

DÉFENDRE NOTRE ÉTHIQUE

La défense de notre dignité et de nos intérêts ne s'arrête pas à notre seule situation individuelle. Elle passe par le refus généralisé de la domination et de l'exploitation, par la défense de la dignité de l'ensemble des exploités·e·s, parce que c'est la condition de notre propre libération et de notre propre émancipation.

Michel Bakounine avait ainsi raison d'affirmer que :

« Je ne suis vraiment libre que lorsque

tous les êtres humains, qui m'entourent, hommes ou femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou une négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. »

C'est cette idée de l'interdépendance de notre propre liberté avec celle de l'ensemble des autres êtres humains, et l'idée que la liberté est indissociable de l'égalité économique, politique et sociale, en rupture avec la logique libérale bourgeoise, qui posent les bases d'une éthique libertaire fondée sur l'entraide.

C'est parce que nous trouvons dans cette éthique un outil d'émancipation individuelle et collective, mais aussi le ressort matériel de notre dignité (en posant les principes de réciprocité égalitaire d'une association qui se fasse au profit de la collectivité et non d'une minorité dirigeante ou exploiteuse), que nous en tirons la nécessité de lutter collectivement, de faire vivre la solidarité.

LUTTER POUR NE PAS ÊTRE ASSURÉ·E·S DE PERDRE

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu », disait Berthold Brecht. C'est parce qu'il vaut mieux se battre pour l'égalité, pour l'égalité politique, économique et sociale, pour notre dignité, mener telle ou telle lutte semblant "perdue d'avance", que ne rien faire.

Car le simple fait de refuser d'accepter la fatalité nous ouvre une perspective, même extrêmement minime, de gagner et d'inverser le cours des choses.

C'est cette détermination, portée parfois par une poignée d'êtres humains dans les périodes les plus difficiles, qui a été le moteur du progrès social, et le refuge des opprimés·e·s en période de tempête. A la manière du flocon qui finit, en s'agréant

à d'autres, par provoquer une avalanche, notre refus, notre résistance, notre détermination, notre révolte, en rencontrant celle des autres êtres humains, peut déplacer des montagnes. « Je me révolte, donc nous sommes » disait Camus. C'est l'addition de nos révoltes qui fait de nous des êtres humains, et qui nous ouvre la perspective d'un changement de l'existant, et donc d'en finir avec l'oppression, si à cette affirmation nous ajoutons l'exigence éthique de l'égalité et de la liberté pour tous les individus, ce qui suppose de combattre toutes les formes de hiérarchie, politiques, économiques et sociales.

C'est pour tous ces raisons que nous luttons et nous pensons que l'anarchisme en tant qu'idéologie, doit être un outil des luttes, des mouvements sociaux et de l'auto-organisation populaire avec pour objectif la transformation de la société pour mettre fin à toute forme de domination, d'exploitation et l'édification du communisme libertaire, autogéré et fédéraliste. Nous croyons que c'est parmi les classes exploitées - les principales victimes du capitalisme - que l'anarchisme et l'ébauche de la nouvelle société est en mesure de s'épanouir.

GROUPE DE CLERMONT-FERRAND

SOURCES

Texte en grande partie basé sur l'article « Pourquoi Lutter » de Théorie Anarchiste Communiste, merci à l'auteur [<http://theorie.anarchiste-communiste.over-blog.com/article-pourquoi-lutter-57654232.html>]

FARJ, *Anarchisme social et organisation*. Braséro Social, 2013, 306 pages. [<http://www.anarkismo.net/article/23573>]

Malatesta, « L'organisation » [<http://kropot.free.fr/Malatesta-organisation.htm#I1>]

Coordination Lucien Collonges (collectif), *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*. Editions Syllepse, 2010, 695 pages.

Gaetano Manfredonia, *Histoire mondiale de l'anarchie*. Coédition Textuel et Arte Éditions, 2014, 288 pages.

Textes « Qu'est-ce que la CGA » [<http://c-g-a.org/content/quest-ce-que-la-cga-0>] et « Les principes et fonctionnements de la CGA » [http://www.c-g-a.org/sites/default/files/positions_politiques_de_la_cga.pdf]

Le confusionnisme, un danger pour les luttes

Nous avons déjà largement exposé le contexte de crises que nous subissons actuellement. Crise économique bien sûr avec une augmentation continue de la misère et de la précarité mais aussi crise écologique avec la raréfaction des ressources disponibles, crise sociale avec la généralisation du cannibalisme social et crise politique enfin avec, entre autres, une avancée considérable du confusionnisme.

Il nous paraît important de faire une mise au point sur le confusionnisme politique qui gagne du terrain de jour en jour. Qu'est-ce que le confusionnisme politique ? Le confusionnisme politique est le fait que des courants conservateurs et réactionnaires, appartenant à la sphère de l'extrême droite, s'approprient et utilisent des

thématiques habituellement portées par des courants situés à l'opposé de l'échiquier politique. Ils investissent ainsi les terrains de luttes de leurs opposant·e·s politiques (anticapitalisme, écologie, critique des religions...), en utilisant une rhétorique qui leur est proche, pour servir en réalité leur propre idéologie.

Le confusionnisme se développe sur une culture politique, sociologique et historique faible, et sur l'idée que « la politique » désigne uniquement les actions menées par les classes dirigeantes, amenant les individus à se proclamer « apolitiques ». Le confusionnisme se nourrit également des communautés émotionnelles entretenues par l'industrie de l'actualité et de la culture, qui créent une union des spectateurs et spectatrices sur des faits divers et des drames.

Une critique du confusionnisme sans arguments ni explications ne permet pas

de freiner son développement et les dangers qui en découlent. Ce type de critique peut au contraire entraîner un repli sur soi de certain·e·s militant·e·s ou, de la même manière, un éloignement d'autres militant·e·s ou de sympathisant·e·s qui voient se multiplier des rejets qu'il/elles ne comprennent pas forcément. Il faut bien faire la différence entre celle et ceux qui sont dans la confusion, ou semblent y adhérer, et ceux qui l'organisent. Rejeter uniformément n'est pas raisonnable, nous avons tous des trajectoires, des sensibilités et des parcours différents.

C'est à la confusion volontaire et organisée qu'il faut nous attaquer principalement en clarifiant la façon dont nous portons nos idées et nos luttes, et en mettant en lumière les discours relevant du confusionnisme sur ces mêmes problématiques. Nous allons tenter ici de faire un premier état des lieux (non-exhaustif) des thématiques privilégiées



par les confusionnistes professionnels. Il s'agit à chaque fois de souligner ce que nous considérons comme des raisonnements ou pratiques confusionnistes, et d'expliquer que si nous abordons également ces thèmes, ce sont pour des raisons différentes, avec des revendications et un projet de société radicalement opposés.

TOUR D'HORIZON DES THÉMATIQUES CONFUSIONNISTES

L'anti-système confusionniste : le mot anti-système est souvent repris par l'extrême-droite. Il s'agit de critiquer le système, cause entendue pour tou-te-s les libertaires, mais de quelle manière ? On remarque en général une négation de l'existence des classes sociales et des rapports d'exploitation, de domination, et de contestation au sein de la société. Le « système » est envisagé comme un bloc uniforme, ce qui fait considérer certains progrès comme faisant partie du libéralisme. Or, il n'est pas du tout inscrit dans le libéralisme que les enfants ne doivent pas travailler, que les dépenses de santé doivent être socialisées, etc... Ce sont les luttes sociales qui permettent d'obtenir certains acquis et qui peuvent être rapidement remis en cause par les tenants du pouvoir du « système », l'État et le patronat. Ainsi, si l'extrême droite peut se déclarer révolutionnaire, c'est avant tout parce qu'elle considère le système comme trop libre, pas assez autoritaire et menaçant l'ordre capitaliste, sexiste, raciste et néo-colonial. Au contraire, nous sommes révolutionnaires pour obtenir une véritable égalité politique, économique et sociale.

La critique religieuse comme paravent d'un racisme : L'islam ou la religion juive sont souvent critiqués par le biais de la laïcité, ou de l'athéisme. Pourtant, la critique des religions, thématique anarchiste forte, ne doit pas être l'occasion de se rallier aux raisonnements racistes et essentialisants dont nous sommes témoins chaque jour de la part de politiques d'extrêmes droites évidemment, mais dont le discours se répand aussi à gauche voire à l'extrême gauche. La critique des religions doit viser un athéisme militant général et anticlérical contre les dogmes religieux.

L'anticapitalisme nationaliste : Le nationalisme est une des bases fortes de l'extrême droite et de la droite. On peut le retrouver aussi à gauche voire à l'extrême gauche comme une forme de rempart contre le capitalisme mondialisé.

On trouve souvent des propositions économiques de gauche et d'extrême-gauche utilisant l'État et les entreprises nationales comme remède à la crise et aux marchés financiers internationaux. Si nous sommes contre les marchés financiers, nous sommes aussi pleinement anticapitalistes et antiétatistes et donc il nous faut privilégier les réponses en rupture avec le système, sans aide de l'État, non cantonnées à un seul pays. Il nous paraît illusoire de vouloir combattre un capitalisme international fort sans un anticapitalisme international fort aussi.

L'anti-industrialisme et l'écologisme essentialiste : Les confusionnistes critiquent la société industrielle et destructrice des ressources naturelles en faisant l'idéalisation de l'artisanat et de la nature. Cela conduit souvent à des théories écologistes portées sur l'individualisation des comportements (acheter « écolo » comme outil d'émancipation) et donc culpabilisantes ainsi que sur une essentialisation des comportements humains conduisant à une négation du patriarcat (vu comme phénomène « naturel »), une défense de la famille hétéronormée et un refus de l'accès libre et gratuit à l'IVG. Si nous critiquons la société industrielle, c'est avant tout par son côté aliénant, autoritaire, et par son appropriation des ressources naturelles (non partagées et gâchées). Les modes de luttes que nous privilégions sont les luttes collectives créant un rapport de force et non un simple comportement individuel.

CONCLUSION

Le confusionnisme crée des « transfuges », des parcours étranges avec des personnes commençant à l'extrême gauche pour finir à l'extrême droite. Il est difficile d'expliquer ces parcours individuels, mais on peut dire que le confusionnisme en est un terrain propice.

Le confusionnisme est aujourd'hui abondamment relayé par les médias qui aime le sensationnalisme et les prises de positions incohérentes. Il trouve une large audience dans les médias généraux et sur Internet.

Une des particularités générales du confusionnisme est la hiérarchisation des oppressions et des luttes. Le fait de considérer une oppression et donc la lutte correspondante comme au-dessus de toutes les autres est déjà une porte grande ouverte à la confusion : peu importe ce que l'on pense du reste du moment que l'on est d'accord sur ça.

Les réflexions sur l'intersectionnalité des

oppressions peuvent donc jouer un rôle pour la prévention et la lutte contre la confusion politique. L'intersectionnalité étudie les formes de domination et de discrimination non pas séparément, mais dans les liens qui se nouent entre elles, en partant du principe que le racisme, le sexisme, l'homophobie ou encore les rapports de domination entre catégories sociales ne peuvent pas être entièrement expliqués s'ils sont étudiés séparément les uns des autres.

D'une manière générale, il est important d'identifier les discours confusionnistes et de les déconstruire, ceux-ci profitant essentiellement à la diffusion de l'idéologie de l'extrême-droite et des groupes fascistes. Le développement et la diffusion de nos propres analyses et revendications, ainsi que notre investissement sur le terrain des luttes sociales, doivent être un rempart contre la montée de ces pensées réactionnaires et autoritaires au sein de la société.

**FLORIAN ET XAVIER DU GROUPE UN
AUTRE FUTUR (MONTPELLIER)**

NOTE

Le site confusionnisme.info permet de se tenir informé·e·s sur le confusionnisme politique.

Les nouveaux visages de la réaction : « anticonformisme » et « libéralisme » en milieu alternatif

Dans les périodes de repli social et de grande confusion idéologique telle que celle que nous vivons, les discours réactionnaires reviennent en force pour défendre des rapports sociaux fondés sur la domination, l'oppression et l'exploitation.

La défense de l'ordre social hiérarchique et des inégalités existantes, le renforcement des rapports sociaux d'oppression prend parfois des formes inattendues, se cachant parfois derrière une rhétorique « révolutionnaire », « alternative », « rebelle », « critique » et « anticonformiste ». Inattendues en apparence seulement, puisque nous verrons que dans l'histoire du mouvement ouvrier, de telles dynamiques ne sont pas nouvelles, et que les militant·e·s révolutionnaires ont dû y faire face à intervalles réguliers.

LA RÉACTION « ALTERNATIVE » ET « ANTITECHNOLOGIQUE »

Après deux années de déferlantes lesbophobes, homophobes et transphobes autour de la « manif pour tous », on a vu ainsi apparaître une série de textes s'en prenant violemment au mouvement féministe, aux mouvements LGBT, en provenance d'auteurs se revendiquant « militants révolutionnaires », « marxistes » ou « libertaires », « militant·e·s antitechnologiques ».

Le mouvement féministe et les mouvements LGBT y sont accusés, pêle-mêle, d'être les chevaux de Troie de l'idéologie libérale, de l'asservissement et la marchandisation du vivant par la technologie, de promouvoir une logique eugéniste, de servir de « diversion » visant à éloigner les exploité·e·s de la lutte des classes. Présentés comme des « lobbys »

souhaitant imposer leur vision du monde individualiste, égoïste et libérale à la société, et bénéficiant de puissants relais au sein de la classe capitaliste, les mouvements féministes et LGBT sont ainsi violemment pris à partie par des auteurs tels que PMO, Alexis Escudero, Jacques Wajnsztein ou Jean-Claude Michéa.

Ces auteurs trouvent échos dans les milieux progressiste comme dans un certain milieu libertaire, puisque leurs ouvrages sont diffusés dans des librairies « libertaires » ou « alternatives » et qu'ils sont invités, promus et défendus dans des salons « libertaires » ou « alternatifs ». Pour certains d'entre eux, cette violente charge contre les mouvements féministes et LGBT s'accompagne d'une charge contre les mouvements antiracistes et antifascistes, accusés les uns comme les autres de faire office de « police de la pensée » et de « dévier de la lutte des classes ».

LE RENOUVEAU D'UN VIEUX THÈME : OPPOSER LA CLASSE OUVRIÈRE AUX MINORITÉS OPPRIMÉ·E·S

Cette rhétorique n'est pas nouvelle dans le mouvement ouvrier. Déjà aux moments de l'affaire Dreyfus, une frange du mouvement ouvrier refuse toute lutte contre l'antisémitisme en considérant qu'il s'agit là d'une lutte qui vise à éloigner la classe ouvrière et le mouvement socialiste de la lutte des classes. Soit parce qu'ils sont imprégnés par des préjugés antisémite, soit parce qu'ils considèrent que cette lutte est un cheval de Troie de la bourgeoisie pour l'amener sur le terrain de la défense du libéralisme bourgeois et républicain, ou souvent, les deux à la fois. Cet axe idéologique opposant « classe ouvrière aux minorités opprimées » deviendra un thème mobilisateur du courant socialiste-national, et plus tard, du fascisme.

Le fait qu'un auteur comme Michéa considère que le dévoiement du socialisme en France, le recul de son orientation révolutionnaire et classiste, comme trouvant son origine dans l'affaire Dreyfus, n'a rien d'un hasard.

UNE VISION MYTHIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, ET DES CLASSES OPPRIMÉES

Ce type de discours repose sur une vision complètement mythique de la classe ouvrière et plus globalement du prolétariat, réduit, selon les cas, aux ouvriers hommes, blancs, hétérosexuels, de culture chrétienne. Elle repose sur la négation de toutes les autres composantes du prolétariat, leur invisibilisation, ou la négation des conditions matérielles spécifiques que subissent ces catégories opprimé·e·s, qui conjugue oppression et exploitation capitaliste et oppression raciste, sexiste, lesbophobe, homophobe ou transphobe.

En niant la situation matérielle concrète des femmes, des LGBT, des personnes racisé·e·s, les tenants de ces discours peuvent procéder ainsi par inversion de la réalité, et présenter des groupes opprimés à plusieurs titres (pour leur position dans les rapports sociaux capitalistes, racistes et patriarcaux) comme des groupes « dominants », « imposant leur revendication ».

Car ces groupes sont présentés comme organisés en « lobbys » puissants, alors qu'ils sont globalement marginalisés par rapport aux espaces de décisions politiques, économiques et sociaux. Alors qu'ils sont la cible directe de violences physiques, psychologiques, justifiées par l'idéologie dominante.

Ce type de discours est non seulement la négation de l'oppression concrète que subissent les femmes, les LGBT, les personnes racisé·e·s, mais participe à invisibiliser femmes, LGBT et personnes racisé·e·s du prolétariat. Elle empêche l'unification du prolétariat face à la bourgeoisie en renforçant la division de celui-ci, mais aussi en renforçant des systèmes d'oppressions spécifiques qui, s'ils sont distincts et autonomes du systèmes capitalistes, convergent avec celui-ci puisqu'ils participent au renforcement global des rapports sociaux hiérarchiques.

LIBÉRALISME ALTERNATIF, LIBÉRALISME LIBERTAIRE ET OPPRESSION

Lorsque ce type de discours est attaqué pour ce qu'il est, un vecteur d'idéologies justifiant l'oppression concrète de groupes sociaux, ses auteurs et leurs soutiens adoptent des stratégies de défense que l'on peut identifier comme s'appuyant sur l'idéologie libérale et une définition de la liberté comme étant celle du « renard dans le poulailler ».

Le premier axe de cette stratégie est de justifier la diffusion d'un discours réactionnaire au nom de la sacro-sainte « liberté d'expression », et à partir de cette position, de fustiger ceux et celles qui s'y opposent ou qui dénoncent le fait de donner une tribune supplémentaire à des discours déjà omniprésents dans l'espace public tant ils sont portés par l'idéologie dominante comme des « censeurs », des « staliniens » ou des « fascistes ».

Cette approche libérale trouve son appui dans une définition dévoyée de la liberté, qui n'est en fait en terme concret que la « liberté » des dominant·e·s d'écraser les dominé·e·s.

C'est le discours utilisé par les racistes pour justifier la diffusion de leur discours, et présenter les antiracistes comme les tenants de la « police de la pensée », tout comme c'est le discours utilisé par les masculinistes, les lesbophobes, homophobes et transphobes qui présentent les féministes et les militant·e·s LGBT comme des « staliniens » imposant leur idées.

Plutôt que de défendre une « liberté d'expression » abstraite, il nous semble plus pertinent de défendre la libre critique par les opprimé·e·s des institutions d'oppression quelles qu'elles soient, de défendre la possibilité concrète pour les opprimé·e·s de s'exprimer face à l'omniprésence du discours des oppresseurs qui justifie leur écrasement. C'est cette approche matérialiste, et non idéaliste, de la liberté qui nous permet de déjouer le détournement orwellien du discours forgé dans les luttes d'émancipation sociales pour en faire une justification de l'ordre dominant.

VIOLENCE ET OPPRESSION AU SEIN DE LA « FAMILLE » POLITIQUE

Le second axe de cette stratégie repose sur ce que l'on pourrait appeler une conception « familiale » de l'action politique. Celle qui consiste à considérer qu'une pensée, un discours, sous prétexte

qu'ils sont tenus par un membre de la même « famille » politique, reconnu pour ses contributions sur d'autres sujets, ne saurait être qualifié de réactionnaire, même s'il aboutit à justifier et accroître l'écrasement d'un groupe opprimé. C'est un avatar de la « pensée magique » : selon cette approche, le simple fait de se définir comme « libertaire », « révolutionnaire », donnerait à des discours habituellement tenus par des réactionnaires patentés une dimension toute différente, progressiste, libertaire, révolutionnaire. Une telle approche nie tout simplement la possibilité même de l'influence de l'idéologie dominante sur des mouvements, groupes, organisations, « milieux », définis comme progressistes, alternatifs ou « révolutionnaires ». Un discours qui, tenu par un adversaire politique identifié, susciterait la dénonciation et la réprobation, devient tout à coup, lorsqu'il est tenu par un membre de la « famille politique », une courageuse volonté de « débattre » loin du « politiquement correct ». Cette approche interdit d'analyser les discours sur la base de leur effet concret, mais aussi rend impossible toute critique argumentée qualifiant ce discours pour ce qu'il est, puisqu'elle est immédiatement disqualifiée comme étant un avatar du « politiquement correct » et de la « police de la pensée ».

Pour nous le caractère émancipateur d'un discours dépend de son effet positif concret sur l'ensemble des opprimé·e·s et des exploité·e·s, sur sa capacité à développer la solidarité entre opprimé·e·s, à briser l'ordre social hiérarchique et les différents systèmes de domination, et non sur une posture « rebelle », « anticonformiste ». Nous récusons la conception libérale du « débat » qui nie la réalité sociale : dans une société où les idéologies justifiant la domination et l'oppression bénéficient déjà d'une omniprésence grâce aux médias de masse, nous refusons la tendance à leur donner une tribune de plus au nom de la « liberté d'expression » et du « refus de la censure ». Car cette tendance revient, en réalité, à priver les groupes opprimé·e·s des rares espaces dont ils disposent pour défendre leurs intérêts s'organiser et lutter pour changer la société dans un sens égalitaire.

GROUPE DE LYON



QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes une organisation spécifique anarchiste se réclamant du communisme libertaire. La CGA est une fédération de groupes et de liaisons se retrouvant sur des principes et fonctionnement communs. Regroupant des militantes et des militants conscients de la nécessité de s'organiser pour lutter contre ce qui nous opprime, dans une perspective révolutionnaire, elle se veut un outil au service d'une double tâche :

★ La promotion du projet de société et des pratiques anarchistes : en favorisant l'émergence d'espace et de pratiques d'auto-organisation et de démocratie directe mais aussi en valorisant le projet de rupture avec le capitalisme et l'état. Pour ce faire, nous essayons de diffuser le plus largement possible nos idées porteuses du projet libertaire en opposition avec l'idéologie dominante, contre toutes les formes d'aliénation.

★ Favoriser l'émergence et le développement de luttes sociales populaires ayant pour objectif la

défense des conditions de vie et de travail des classes populaires mais aussi de renouer avec la voie des conquêtes sociales, sur le terrain de l'action directe, en rupture avec l'électoratisme. Ces conquêtes sociales permettent d'aiguiser et consolider les tendances égalitaires et la conscience de classe. La participation aux luttes populaires est pour nous un aspect incontournable de notre conception de l'anarchisme organisé, l'anarchisme dont nous nous réclamons étant un anarchisme ancré dans la réalité sociale, et non un idéal élitiste hors du temps.

Notre conception du combat contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'État, les systèmes racistes et de domination masculine, l'oppression religieuse, est résolument internationaliste, convaincu que les frontières, l'impérialisme et les guerres sont l'arme des classes dominantes sur le plan international pour diviser les exploités et les dominés selon le bon vieux principe du « diviser pour mieux régner »

La CGA sur Internet

Tracts, communiqués, agenda des groupes, motions fédérales ...

<http://www.c-g-a.org/>
